

importants que ce qu'ils étaient de 1939 à 1941 (voir le volume 7, chapitres III-V) à cause de l'allure que prend la guerre. Désormais, les relations du Canada avec les États-Unis (chapitre VII), maintenant cobelligérants, s'intensifieront. Si la transition est facilitée par certains arrangements pris lorsque les États-Unis étaient neutres (volume 8, chapitre I), elle ne s'opère pas sans heurts. Le plus grave, sans doute, vient de la participation américaine à certains projets de défense au Canada, surtout dans le nord du pays, où elle suscitera des inquiétudes non seulement au sujet de la propriété des aménagements, mais aussi de la souveraineté territoriale elle-même. Parmi les autres pays, les relations avec la France (chapitre VIII) sont encore d'une importance considérable. Deux grands problèmes se posent: l'affaire Saint-Pierre-et-Miquelon en décembre 1941, épisode pour le moins délicat des relations tant avec les États-Unis qu'avec la France, et la position à adopter à l'égard des autorités françaises en Afrique du Nord après le débarquement allié de novembre 1942. Autrement, sur le plan des relations bilatérales, la guerre du Pacifique semble prépondérante, puisqu'elle amène le Canada à nouer des liens sinon toujours harmonieux, du moins plus étroits avec ses deux grands alliés de la région, l'Australie et la Chine.

Le choix des documents est conforme aux directives énoncées au volume 7 (pp. viii-x). Comme le dit si bien mon confrère dans son introduction (p. viii), la guerre a donné lieu à un accroissement tel des communications qu'il ne saurait être question d'inclure tous les documents importants. Pour la compilation des présents textes, la tâche était d'autant plus ardue qu'il fallait rassembler tous les grands sujets dans un seul volume. Il faut dire que certains caractères propres à la période étudiée et propres aux documents de l'époque nous ont été d'un grand secours. Tout d'abord, les modalités de la participation du Canada à la guerre étaient déjà établies à la fin de 1941, ce qui nous a permis de traiter la conduite de la guerre en un seul chapitre alors que le volume 7 y est presque entièrement consacré. Deuxièmement, on commençait à peine à étudier les questions compliquées de l'après-guerre de telle sorte que les chapitres III et IV sont courts. Enfin, puisque d'une part on n'est qu'au début de l'élaboration des politiques d'après-guerre et que d'autre part il n'y a pas eu beaucoup de conférences internationales à cause de la guerre, il y a peu d'historiques et de rapports volumineux. Par conséquent, si le nombre de documents publiés est plus élevé que dans les volumes précédents, les documents sont cependant plus courts en général. Il semblait donc préférable, d'autant plus que les dossiers sont maintenant ouverts aux historiens, de condenser le tout en un seul volume offrant un résumé des principaux événements de la période et pouvant servir de guide pour la recherche dans les archives. De plus, compte tenu des coûts de production, la publication en deux volumes aurait retardé non seulement la parution de la moitié des textes reproduits ici, mais aussi celle des volumes suivants.

Non seulement avons-nous recherché la concision dans le choix des textes, mais nous nous sommes permis d'omettre certains sujets, notamment sur la conduite de la guerre. Bien sûr, en temps de guerre, la différence entre les opérations militaires et les relations diplomatiques est ténue; néanmoins, nous avons voulu nous en tenir le plus possible aux questions diplomatiques. C'est pourquoi certains épisodes bien connus de la guerre sont tout simplement